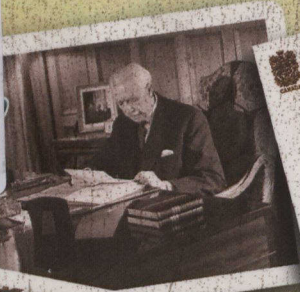


Cheminer ensemble vers l'avenir

Les relations Canada-Grèce depuis 1942

DOC
CA1
EA934
2012M58
EXP



DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE
ARMY
Ottawa, P.C., 3th December, 1942



70 YEARS ON

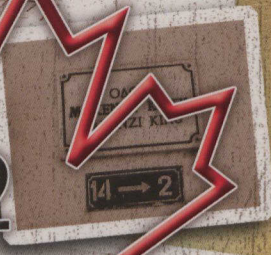
ΓΕΩΡΓΙΟΣ Β' ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

greece • grèce • Ελλάδα

CANADIAN NATIONAL TELEGRAPHS

Χρόνια

1942-2012



ΑΝΑΦΗΡΙΣ ΚΥ ΠΡΕΣΒΕΥΤΗ
CONFIDENTIAL & CONFIDENTIAL
Athens, May 7, 1949.
Your Excellency:
Upon the instructions of my Government I have the honour to inform you informally and again informally the Royal Hellenic Government through Your Excellency that in all probability I shall leave Athens next July to become the Canadian High Commissioner in Australia.
In this course I shall have occasion to express the measure of my deep regret to Your Excellency, to their Excellencies the President and the Vice-President of the Council of Ministers, and to the countless good and dear friends whom it has been my privilege to have in leave and glorious Greece.
I take advantage of this opportunity to renew to Your Excellency assurances of my highest consideration.
His Excellency Mr. Constantinos Tsalaris,
Minister of the Royal Hellenic
Department of Foreign Affairs,
Athens.

CONFIDENTIAL
R. GREEK LEGATION
IN CANADA
Ottawa, November 2nd, 1942.
to advise, for your government's proposal to appoint Brigadier George Philias Vanier, C.B.C., M.C., as Canadian Minister to Greece in London.
It is also proposed that Vanier would be replaced by the Hon. George DeLoach, M.P., M.C., as Canadian Minister to Greece in London.
George DeLoach, Esquire,
Minister of Defence to Canada,
Legation of Greece,
Ottawa, Ontario,
C 2 T 4 W 4.



3 5036 01045791 2



LIBRARY E A / BIBLIOTHÈQUE A E

DOCS
CAI EA934 2012M58 EXP
Tesler-Mabé, Hernan, author
Moving forward together :
Canada-Greece relations since 1942
. B4329818(E)
. B432982x(F)

Dr. Hernan Tesler-Mabé est spécialisé en histoire de l'Europe moderne et il enseigne à l'Université d'Ottawa. Les opinions exprimées sont celles de l'auteur uniquement et ne représentent pas celles des Affaires étrangères et Commerce international Canada ou du gouvernement du Canada.

Athènes 2012

L'ambassade du Canada souhaite remercier pour leur contribution:

Bibliothèque et Archives Canada, Ottawa

Service des archives diplomatiques et historiques, ministère des Affaires étrangères
de la République hellénique, Athènes

Section des affaires historiques, Affaires étrangères et Commerce international Canada
Ambassade de la République hellénique, Ottawa

Eldorado Gold Corp.

Cheminer ensemble vers l'avenir

Les relations Canada-Grèce depuis 1942

À la fin du mois de mai 2011, à l'occasion de son premier voyage à l'étranger, le Premier ministre du Canada Stephen Harper, après avoir remporté la majorité l'hors de la dernière élection fédérale, s'est rendu en Grèce. À Athènes, accompagné du Premier ministre grec, George Papandreou, il est monté à bord d'un hélicoptère pour se diriger vers le nord, jusqu'au lointain petit village de Kalavryta. C'est une terre sacrée. Site de l'ancien monastère d'Agia Lavra et foyer de rébellion contre les maîtres ottomans qui régnaient sur la Grèce du XIXe siècle, Kalavryta renferme aussi des souvenirs plus récents. C'est le lieu où une matinée froide de décembre 1943 les troupes d'occupation de l'Allemagne nazie ont capturé les hommes du village, les ont fait marcher jusqu'à une colline avoisinante et les ont mitraillés. Près de cinq cents hommes, dont huit moines, arrachés à leurs prières et à leurs méditations, sont morts. "Ce sont des choses que nous ne devons jamais oublier alors même que nous cheminerons ensemble vers l'avenir",¹ a tranquillement affirmé le Premier ministre Harper en visitant le monument commémoratif.

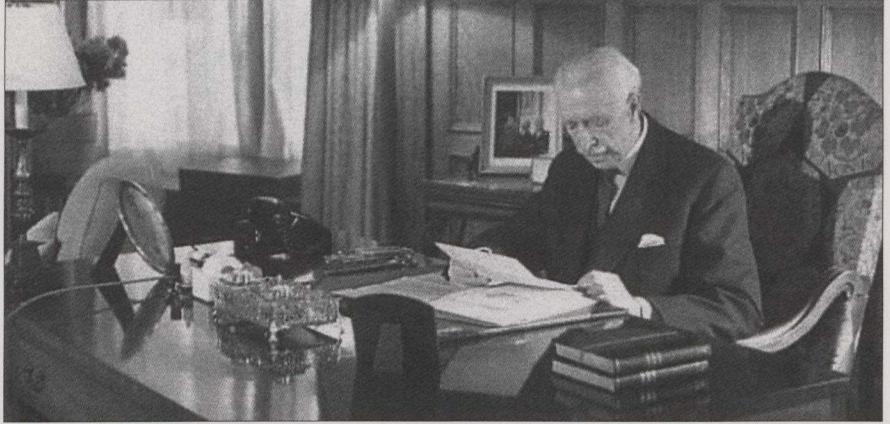
La visite de M. Harper à Kalavryta, la première à être effectuée par un chef de gouvernement étranger, rappelle nombreux éléments marquants de cette relation étroite qui unit depuis longtemps le Canada et la Grèce. Tissé durant la guerre et la guerre froide, et consolidé au cours d'une longue période d'agitation mondiale, ce partenariat transatlantique a uni deux pays éloignés et deux peuples distincts dans une lutte commune pour la liberté, la démocratie et la prospérité. Soixante-dix ans plus tard, cette histoire de persévérance au service de l'amitié se poursuit toujours.

Des liens qui unissent

Les relations entre le Canada et la Grèce remontent à 1899 au moment où le premier consul général grec est arrivé à Montréal, mais ces tout premiers liens bilatéraux étaient ténus et marginaux. En 1931, il n'y avait encore que 9 444 immigrants grecs dispersés à travers le Canada, et la valeur totale des échanges commerciaux était négligeable.²

Les relations ont changé, soudainement et à jamais, au printemps de 1941, lorsque l'Allemagne nazie d'Hitler a avancé vers le sud à travers les Balkans et a défait les forces de la Grèce et du Commonwealth britannique qui s'étaient alliées pour la défense de la liberté. Les dirigeants grecs ont fui le continent et se sont installés au Caire comme gouvernement en exil, puis ils ont cherché des amis. Ils en ont trouvé au Canada. En juin 1942, la Grèce a ouvert une mission à Ottawa afin de "resserrer les liens qui ont uni les forces grecques et les forces impériales [britanniques] sur le champ de bataille".³ Le Canada, qui avait combattu aux côtés des Britanniques en sep-

Major-général Georges P. Vanier, ministre du gouvernement grec en exil qui devint ensuite gouverneur général du Canada (1959-1967)

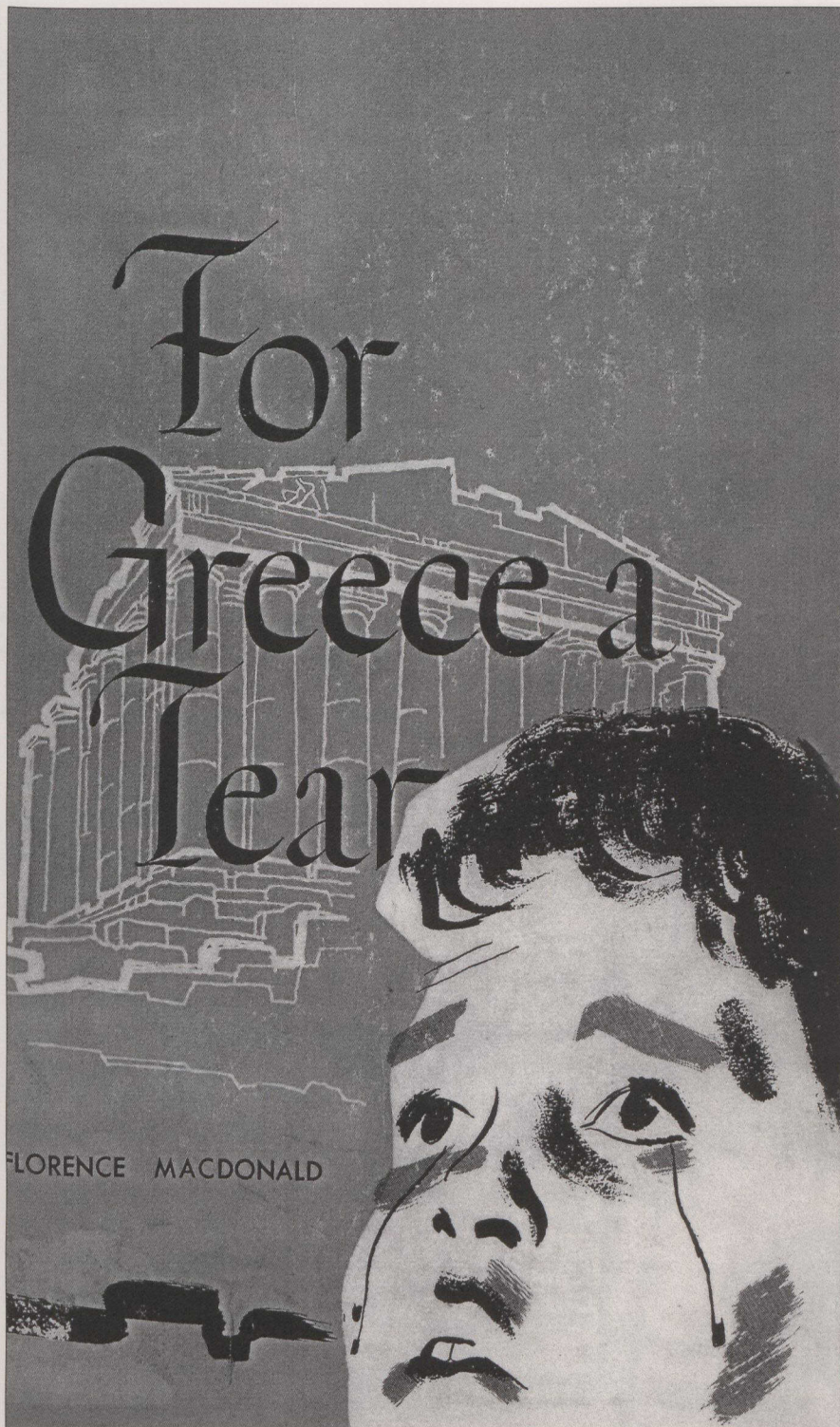


tembre 1939, n'a pas tardé à rendre la pareille. En novembre 1942, le Premier ministre W.L. Mackenzie King a nommé l'un de ses diplomates de haut rang et futur gouverneur général, le major général Georges Vanier, au poste de ministre auprès du gouvernement grec en exil.

Les Canadiens se sont ralliés aux côtés de la Grèce lors de la Seconde Guerre mondiale. Les communautés de partout au pays ont appuyé le Greek War Relief Fund [Fonds de secours de guerre pour la Grèce] et ont acheminé des quantités de victuailles par l'entremise de la Croix-Rouge canadienne. En 1942, le gouvernement canadien a commencé à expédier tous les mois 15 000 tonnes de blé par l'intermédiaire de la Suède, qui était un pays neutre, afin de conjurer la famine dans la Grèce occupée.⁴ Le soutien du Canada à la population grecque durement frappée reposait sur la vision romantique du Premier ministre Mackenzie King concernant l'héroïsme grec.

Lorsque le roi George II de Grèce a visité le Canada en juillet 1942, accompagné par le Premier ministre Emmanouil Tsouderos, le chef d'État canadien n'a pas tari d'éloges pour son courage, en le remerciant d'avoir "résisté à Hitler sur le vieux continent".⁵ À la fin de la guerre, trois millions de dollars en aide canadienne avaient été déversés à Athènes. Le lien transatlantique s'est encore resserré lorsque le Canada a ramené sur leur terre natale le nouveau Premier ministre grec George Papandreou et son gouvernement en exil, à bord du NCSM Prince David, et les a débarqués, en octobre 1944, au port de Pirée où on leur a réservé un accueil triomphal. La Grèce n'aurait pas oublié l'aide reçu par le Canada durant la Seconde Guerre mondiale.

Après la guerre, les deux pays se sont rapprochés encore d'avantage. Pendant l'été 1945 ils ont relevé le statut de leurs missions diplomatiques pour en faire des ambassades à part entière. King a confié au major général L.R. Laflèche la direction de la nouvelle mission canadienne. Il s'agissait d'une nomination d'envergure. Ancien combattant de la Première Guerre mondiale et administrateur chevronné, Laflèche était entré au cabinet de guerre de King au moment où celui-ci avait le plus besoin d'aide au Québec, et il jouissait de sa confiance. King s'intéressait de près aux dépêches que Laflèche lui envoyait



Couverture du livre FOR GREECE A TEAR, The Story of the War Relief Fund of Canada, de Florence Macdonald (Brunswick Press Ltd., 1954)

Le Fond d'aide à la guerre d'indépendance grecque du Canada a rapidement atteint un total qui dépassait de loin les attentes de ses fondateurs. Sa réussite ne peut cependant pas se mesurer uniquement au montant en dollars recueilli. Il a permis de sauver d'innombrables vies et surtout il a permis de faire pour le peuple grec ce qu'il avait fait pour les peuples du Monde libre. FOR GREECE A TEAR tente d'expliquer simplement l'histoire de ce Fond d'aide à la guerre d'indépendance grecque du Canada. C'est une histoire touchante sur la générosité canadienne et la réponse typiquement canadienne apportée à un appel à l'aide, d'une nation si vaillante.

Georgios Papandreou, Premier ministre grec, s'exprimant devant l'équipage du navire H.M.C.S. PRINCE DAVID avant de débarquer en Grèce, lors de son retour avec ses ministres (16 octobre 1944) (Bibliothèque et Archives du Canada; PD-717/1967-052 NPC)



d'Athènes et du Pirée. L'ambassadeur comblait le premier ministre vieillissant en lui offrant des antiquités grecques et en lui présentant des rapports dithyrambiques sur les intentions des Grecs de renommer des rues d'Athènes et de Pirée en l'honneur de King afin de commémorer la contribution du Canada à la libération de la Grèce. En apprenant qu'une rue d'Athènes avait été renommée en son honneur, King a écrit dans son journal de bord qu'il s'agissait là de l'honneur "le plus grand de tous ceux qu'il avait reçus au cours de sa vie publique".⁶ En

1947, le nom de King – en lettres d'or et magnifiquement incrusté dans le marbre – figurait sur l'une des rues principales de Pirée en hommage au "Canadien dont le souvenir, en tant que personne et en tant qu'emblème du Canada, restera gravé dans notre mémoire encore plus profondément que celui de Zeus de la Grèce antique".⁷

1

2

3

4

ΑΝΑΓΡΑΦΗ ΚΑΤΑ ΤΗΝ ΑΡΧΗΝ...
"Best reproduction of original by hand"

ΓΕΩΡΓΙΟΣ Β'
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

CONFIDENTIAL

OFFICE OF THE UNDER SECRETARY OF STATE FOR EXTERNAL AFFAIRS CANADA
R. GUYK LEGATION IN CANADA
Ottawa, November 2nd, 1945.

DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE
ARMY
Ottawa, P.O. 218, December 1st, 1945.

Dear Mr. Depasta:-

I wish to advise, for your confidential information, that the Canadian Government proposes to appoint Brigadier George Philip Taylor, M.B.E., M.C., as Canadian Minister to Greece in London.

It is also proposed that Brigadier Taylor would be Minister at the same time to the following countries: Belgium, Czechoslovakia, Norway, Poland, the Netherlands and Yugoslavia.

I may add that the agreement of your Government has been requested.

Yours sincerely,
W. L. Mackenzie King

George Depasta, Esquire,
Minister of Greece to Canada,
Legation of Greece,
Chestnut Street,
O T S W S.

His Excellency George Depasta,
Minister of Greece,
Chestnut Street, Ottawa.

Exclusive Connection with
WESTERN UNION
TELEGRAPH CO.
Cable Service
to all the World.
Money Transferred by Telegraph

CANADIAN NATIONAL TELEGRAPHS

Send the following message, subject to the terms on back hereof, which are hereby agreed in
Vous faire parvenir le message ci-dessous sous conditions mentionnées au verso sous réserve de l'accord par les parties

Ottawa, June 8, 1942

Atlantic:
205 W. 28th St., New York City

National Herald,
140 W. 28th St., New York City.

Mr. Depasta today presented to His Excellency the Governor General in official ceremony his letters accrediting him as the first Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece to Canada stop After the ceremony Mr. and Mrs. Depasta had luncheon with HRH Princess Alice and Lord Athlone

Press Bureau

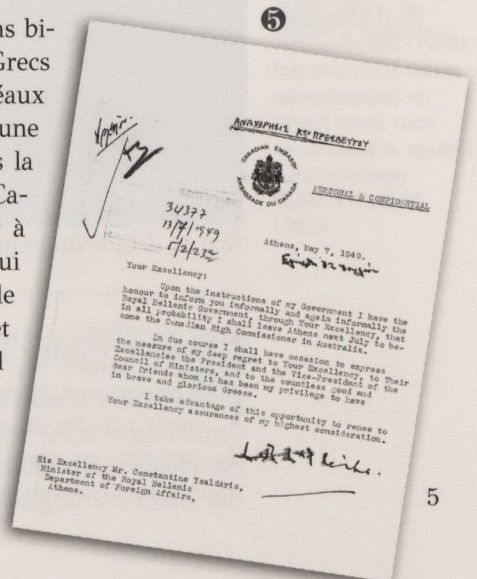
Correspondances liés à l'établissement des relations diplomatiques entre le Canada et la Grèce (1942-1949)

Faflèche surveillait aussi le flot continu de l'aide canadienne – notamment des vivres, des fournitures médicales et des millions d'articles vestimentaires – acheminée aux civils grecs pris dans la guerre civile sanglante qui a éclaté en 1946 entre les pro-communistes et les anti-communistes. Tout comme la plupart des Canadiens, King a suivi avec effroi les fragiles démocraties de l'après-guerre de l'Europe de l'Ouest menacées par les alliés communistes de l'Union soviétique. “La situation la plus grave de toutes peut-être”, écrivait-il en mars 1948, “est celle qui se développe en Palestine et aux frontières de la Grèce. Il est stupéfiant de constater jusqu'à quel point les Russes ont pu s'avancer dans ces quatre années d'après guerre”. Les diplomates canadiens ont abondé dans le même sens, et lorsque l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN) a été créée en 1949 pour faire face à la menace communiste en Europe, la Grèce a été accueillie dans ses rangs en 1952. Le Canada et la Grèce étaient devenus des alliés officiels dans la lutte pour la démocratie européenne.



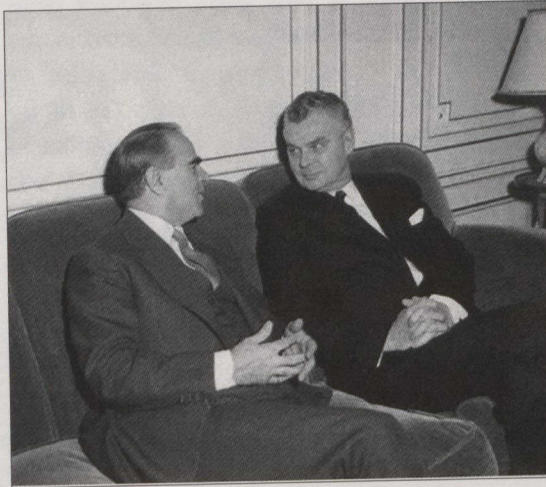
George Depasta, ministre de Grèce au Canada, accompagne roi Georges B^e de Grèce, lors de son visite au Canada.

L'immigration d'après-guerre a aussi resserré les liens bilatéraux. Impressionné par les gestes héroïques des Grecs durant la Seconde Guerre mondiale et inspiré par les idéaux de démocratie de la Grèce antique, le Canada a accueilli une vague d'immigrants grecs durant la guerre froide. Dans la décennie de 1951 à 1961, 35 000 Grecs ont émigré au Canada.⁸ Ils se sont installés principalement à Toronto et à Montréal, où ils ont établi des quartiers dynamiques qui ont transformé l'essence même de ces villes. L'affable Glenn Cochrane, journaliste de longue date à Toronto et célébrité locale, a noté dans ses mémoires jusqu'à quel point les “nouveaux arrivants ont égayé les rues en plantant des fleurs et en construisant des pergolas pour leurs vignes; ils y ont apporté la musique et un sens du style qui était inédit pour leur nouvelle ville”.⁹



À “Toronto la pure”, longtemps objet de moqueries pour sa culture rigide «anglo-saxonne, blanche et protestante», les tavernes et restaurants grecs se multipliaient sur les trottoirs de l’avenue Danforth, annonçant ainsi une ère de revitalisation urbaine. La vague d’immigrants s’est poursuivie sans interruption dans les années 1960, faisant déferler sur les rives canadiennes un autre contingent de 65 000 Grecs – dont bon nombre étaient des parents d’immigrants arrivés dans les années 1950. Les nouveaux arrivés ont adopté leur nouveau chez eux, mais ils restaient déterminés à préserver leur religion, leur langue et leur identité culturelle, qu’ils ont transmises à leurs enfants en établissant des écoles de langue et des associations régionales, et en maintenant la vitalité des liens avec leur terre natale.¹⁰

Le gouvernement conservateur du Premier ministre John Diefenbaker, élu en 1957, souhaitait vivement mettre à profit ces liens naissants sur le plan culturel et politique. À la fin des années 1950, le ministre canadien du Commerce Gordon Churchill a visité Athènes en vue de dynamiser les relations commerciales entre le Canada et la Grèce. Doté d’un tempérament bouillant et d’un grand sens de l’honneur, ce vétéran des deux guerres mondiales était un émissaire idéal en Europe du Sud Est. À sa manière un peu bourrue, il a su impressionner les fonctionnaires grecs qui voyaient d’un bon œil le resserrement de la relation entre les deux pays. En avril 1961, le Premier ministre grec



Constantine Karamanlis a effectué une visite de trois jours à Ottawa afin de promouvoir la relation Canada-Grèce. Il a alors rencontré Diefenbaker et amorcé un dialogue de haut niveau sur les questions de politique, d’économie et d’immigration. Les diplomates canadiens étaient ravis et ils ont assuré Diefenbaker que cette visite du premier ministre grec était le fait “d’une amitié sincère et

d’une étroite collaboration fondée sur une communauté d’idéaux, de civilisation et d’intérêts politiques”.¹¹

Premier ministre J. Diefenbaker en compagnie du Premier ministre grec C. Karamanlis lors de la conférence de l’Organisation du traité de l’Atlantique Nord (décembre 1957) (Nos remerciements à l’Université de Saskatchewan pour avoir fourni l’image et autorisé sa reproduction ; MG01/XVII/JGD 4464)

L’amour contre la tyrannie

Ce partenariat harmonieux et aisé de la période d’après-guerre a soudainement pris fin au printemps de 1967, lorsque les militaires se sont emparés du pouvoir en pleine période d’instabilité politique. Faire face au nouveau régime représentait un véritable défi pour le gouvernement du premier mi-

nistre L.B. Pearson, qui éprouvait de la difficulté à trouver un juste équilibre entre l'appui à la démocratie grecque et les intérêts politiques généraux du Canada dans ce pays méditerranéen. Confronté à cette situation complexe, l'ambassadeur du Canada à Athènes, H.F. Feaver s'est moqué des attaques "ridicules" du nouveau régime à propos des minijupes et des longs cheveux des "beatnik", tout en décriant sévèrement l'escalade des violations perpétrées par la junte contre les droits de la personne. Malgré ces préoccupations, Feaver a insisté sur le fait qu'Ottawa devait soutenir le nouveau gouvernement dans le cadre de la stratégie de la guerre froide du Canada voulant que la Grèce demeure "un solide partenaire de l'OTAN".¹²

Ce point de vue était partagé par les diplomates du ministère des Affaires extérieures selon lesquels le Canada devait maintenir une ligne de conduite modérée et éviter de rompre les relations bilatérales, en raison de "l'importance, du point de vue militaire, économique et politique, d'entretenir de bonnes relations avec la Grèce".¹³

Cependant, concilier le maintien de bonnes relations avec la junte militaire et les principes démocratiques du Canada s'est révélé beaucoup plus difficile que prévu. En 1968, les représentants canadiens subissaient de multiples pressions des Canadiens d'origine grecque qui étaient soucieux d'aider leurs concitoyens grecs emprisonnés par le régime. Par ailleurs, l'ambassade grecque à Ottawa a demandé au gouvernement du Premier ministre Pierre Trudeau de prendre des mesures contre les dissidents grecs en visite au Canada, une demande qui a été rejetée par les représentants canadiens.¹⁴ En fait, Toronto allait bientôt devenir un foyer d'opposition démocratique à la junte. En 1969, le politicien socialiste en exil, Andreas Papandreou, est arrivé à l'Université York pour y diriger la Chaire d'économie Osler-Hammond. Il est devenu par la suite un ami proche du Premier ministre du Canada, le progressiste Pierre Trudeau, les deux hommes ayant en commun leurs antécédents universitaires et leur attachement profond à la démocratie libérale.

Papandreou, un opposant farouche de la junte militaire, a profité de la liberté dont il jouissait au Canada pour protester haut et fort contre le régime grec. Et le long de l'avenue Danforth à Toronto, dans les petits cafés comme le Trojan Horse, les démocrates grecs rêvaient et chantaient. "Dans cette atmosphère de rébellion", décrite par un journaliste dans un article sur le climat qui régnait dans les années 1970, "un chant s'élève des insurgés, un chant qui



L'une des nombreuses rues en Grèce, qui porte le nom du 10ème Premier ministre du Canada, Mackenzie King, celle-ci se trouve à Salonique.

oppose l'amour à la tyrannie, la chaleur des larmes à la froideur de l'acier, un hymne du cœur qui aspire à la liberté des eaux fraîches de la mer Égée alors qu'il est enfermé dans les donjons noircis de sang de la dictature militaire".¹⁵

Les critiques qui se multipliaient sur le plan international à l'égard de la junte militaire en Grèce s'ajoutaient à la pression exercée sur les relations Canada Grèce. À l'automne 1969, le régime grec a été accusé de multiples violations des droits de la personne et de perpétration d'actes de torture contre sa population civile. En moins d'un an, la Grèce avait été suspendue du Conseil de l'Europe, une stratégie qui – aux yeux des Canadiens – "n'est pas parvenue à améliorer, même un tant soit peu, le sort du peuple grec, ni à hâter le retour de la Grèce à la démocratie".¹⁶ Le Canada a aussi rejeté d'autres protestations voulant que la Grèce soit suspendue de l'OTAN. Cependant, appuyer Athènes devenait de plus en plus difficile; les représentants du Canada se hérissaient à l'idée de devoir refuser au grand compositeur grec Mikis Theodorakis le droit de composer la musique pour un concert à Stratford à la suite des protestations des représentants de la Grèce.¹⁷

Le gouvernement canadien ne pouvait plus s'abstenir de commenter les affaires grecques et il a été forcé d'agir au printemps de 1970. Le 22 mai, Mitchell Sharp, secrétaire d'État aux Affaires extérieures de Pierre Trudeau, s'est levé à la Chambre des communes. Pesant ses paroles et avec une profonde conviction, ce ministre d'expérience a déploré les violations des droits de la personne en Grèce et l'échec du gouvernement grec à y mettre fin. Sharp a ajouté qu'il espérait que "le gouvernement [grec] tienne compte de ces vœux lorsqu'il donnera suite à son intention déclarée de restaurer les libertés démocratiques en Grèce".¹⁸ Cette critique mesurée a suscité la rage du gouvernement grec et donné lieu à une période de tension considérable entre les deux nations, marquée par des critiques et des condamnations mutuelles, sur fond d'amertume.

Retour à la normale

Discreditée à l'échelle internationale et divisée à l'interne, la junte militaire de la Grèce s'est finalement effondrée en 1974, année où le pays a tenu ses premières élections démocratiques depuis plus d'une décennie. Le Canada a profité de cette occasion pour encourager la Grèce à revenir à la démocratie et pour lui souhaiter de nouveau la bienvenue dans la communauté internationale. Conscient de la fragilité de cette démocratie naissante, le Canada s'est empressé de reconnaître le nouveau régime démocratique qui, dès les premiers mois, a tenu tête à 300 militaires qui menaçaient de fomenter un second coup d'État. En 1976, les représentants canadiens ont invité le ministre grec des Affaires étrangères, Dimitrios Bitsios, pour une visite de deux jours à Ottawa "dans le but de marquer le retour à la normale dans les relations [du Canada] avec la Grèce, maintenant que le gouvernement démocratique est rétabli à Athènes".¹⁹ Avant même la fin de l'année, les représentants canadiens et grecs célébraient de nouveau les liens solides qui unissaient les deux pays.

Le rétablissement de la démocratie a donné aux relations bilatérales un élan dont le besoin se faisait grandement sentir vers la fin des années 1970. Ainsi, en février 1976, John Fossey, un professeur d'archéologie de McGill, et Jean Desmarais, un étudiant au doctorat, fondaient l'Institut canadien d'archéologie à Athènes. Décus par l'annulation de leur fouille archéologique sous l'égide de la British School d'Athènes, l'école n'ayant pas obtenu les permis requis, ils ont décidé d'établir une école canadienne indépendante. Avec l'aide du dynamique ambassadeur du Canada en Grèce, Michel Gauvin – un vétéran de la Seconde Guerre mondiale et un expert diplomatique qui avait représenté le Canada en République dominicaine, au Congo et au Vietnam – ils ont fondé l'Institut canadien d'archéologie. Depuis sa création, l'Institut est devenu un établissement d'enseignement de première importance dans la capitale grecque.²⁰

Ce regain de dynamisme s'est aussi manifesté dans d'autres aspects de la relation entre les deux pays. Bien qu'encore modeste à bien des égards, le commerce s'améliorait incontestablement. Les exportations canadiennes, qu'il s'agisse d'orge, de ferraille ou de fourrures, totalisaient 55 millions de dollars en 1978, comparativement à 17,8 millions de dollars en 1970. Avec un tel rythme de croissance, se vantaient les représentants canadiens, les exportations canadiennes pourraient atteindre 80 millions de dollars à la fin de l'année. En contrepartie, les exportations grecques de fromage, de raisins, d'olives et de chaussures au Canada totalisaient 36 millions de dollars en 1978, soit sept fois plus qu'en 1970.²¹

Ce qui est encore plus important, comme l'a observé le célèbre journaliste canadien Hugh Winsor, en ce qui concerne le commerce bilatéral, c'est que "la véritable monnaie d'échange, c'est le capital humain".²² Cette assertion s'est avérée juste si l'on en juge par le flot de visiteurs de haut niveau qui ont traversé l'Atlantique dans la seconde moitié de la décennie, déterminés qu'ils étaient à donner un nouveau souffle aux relations bilatérales. En 1977, le ministre des Affaires extérieures du Canada, le dynamique Terre-Neuvien Don Jamieson, s'est rendu en Grèce afin de participer à des pourparlers bilatéraux et multilatéraux sur des sujets aussi cruciaux que la situation au Moyen Orient et à Chypre ainsi que l'état des relations entre la Grèce et la Turquie. L'année suivante, le sous ministre des Affaires étrangères de la Grèce, Andreas Andriopoulos, est venu au Canada pour y rencontrer des ministres et des représentants du gouvernement tout en prenant aussi le temps de visiter des communautés canadiennes d'origine grecque.

L'année d'après, il y a eu trois autres échanges de haut niveau. Au début de l'année, le ministre de la Défense nationale, Barney Danson, un ancien combattant décoré de la Seconde Guerre mondiale et qui avait perdu l'usage d'un œil en Normandie, a visité la Grèce et les Casques bleus canadiens près de Chypre. En juin, le chef d'état-major de la Défense, l'amiral Robert Falls, s'est rendu en Grèce, et son homologue grec, le général Ioannis Ntavos, est venu à son tour au Canada en octobre. Qui plus est, Bill Davis, le premier ministre de l'Ontario, la plus grande province du pays, s'est rendu en Grèce en septembre 1979, dans le cadre d'une mission organisée par M. Leonidas

Polymenakos, président de la Communauté grecque du Toronto métropolitain. Le Premier ministre ontarien y a rencontré le Président, le Premier ministre et le ministre chargé de la coordination, Konstantinos Mitsotakis, auprès desquels il a fait la promotion de l'Ontario comme source d'investissement étranger et producteur des réacteurs nucléaires CANDU.²³

L'essence de la vie

La démocratie qui avait été rétablie en Grèce s'est révélée solide et vigoureuse. En 1981, l'ancien dissident Andreas Papandreou a été élu à la tête du gouvernement grec, sous la bannière du Mouvement socialiste panhellénique (PASOK). Trudeau était ravi de la réussite de son vieil ami, mais les fonctionnaires du ministère des Affaires extérieures n'étaient pas rassurés à cet égard. Ils étaient préoccupés par le fait que Papandreou avait publiquement rejeté la Communauté économique européenne et l'OTAN, par ses vues fortement anti-américaines, et par la tension que ces positions pourraient engendrer dans les relations bilatérales. Leurs craintes étaient injustifiées. En arrivant au pouvoir, Papandreou allait prendre des positions plus modérées sur ces questions. Et surtout, l'affection qu'il entretenait pour le Canada a eu pour effet de consolider les relations entre le Canada et la Grèce.

Ce rapprochement est devenu manifeste lorsque Trudeau a envoyé le Gouverneur général Edward Schreyer à Athènes pour porter les couleurs du pays en mai 1982. Il était accompagné par le ministre d'État canadien aux Affaires extérieures, Pierre De Bané, qui s'est empressé de fournir à la Grèce du matériel et de la technologie militaires afin de diminuer leur dépendance aux États Unis à cet égard. À son tour, le nouveau chef d'État de la Grèce, le Président Constantine Karamanlis, est venu en octobre et il a visité Ottawa, Montréal et Toronto, où il a rencontré Trudeau ainsi que les Premiers ministres René Lévesque et Bill Davis.

En mars 1983, le Premier ministre Papandreou s'est rendu au Canada et a visité Montréal, Québec, Toronto et Ottawa, et il a été comblé d'honneurs. À Québec, le premier ministre grec s'est vu remettre la Médaille de l'Assemblée nationale. Le maire de Toronto, Art Eggleton a accueilli Papandreou "pour son retour triomphal dans son second chez lui" et l'Université York lui a décerné un doctorat honorifique pour ses réalisations en tant que politicien et éducateur. Des dizaines de milliers de Canadiens d'origine grecque sont venus acclamer le premier ministre, l'accueillant comme un héros. La visite de Papandreou lui a permis de rassurer Trudeau sur ses positions concernant l'OTAN et les politiques européennes. Papandreou partageait aussi l'enthousiasme des représentants du Canada vivement intéressés à promouvoir les intérêts canadiens en Grèce. Impatient de démontrer son solide leadership et sa détermination à assurer la prospérité de la Grèce, Papandreou s'est mis au travail. Se retroussant les manches, il a convaincu le Canada que le temps était venu de consolider le partenariat économique avec la Grèce, non seulement par une croissance dans les secteurs traditionnels du commerce et du tourisme, mais aussi

par le développement du secteur de la technologie.

Dans les années qui suivirent, la Grèce a travaillé sans relâche pour attirer l'investissement des sociétés canadiennes dans les marchés émergents de la Grèce et dans son infrastructure en expansion. Cette campagne a rapidement porté ses fruits puisque bon nombre de grandes sociétés canadiennes, comme Denison Mines, De Havilland et Bombardier, ont réussi à obtenir des contrats en Grèce tout au long des années 1980.²⁴ À elle seule, Denison Mines a investi au cours de cette période des centaines de millions de dollars dans l'exploration pétrolière dans le nord de la mer Égée. D'autres sociétés canadiennes bien établies, telles qu'Air Canada, CP Air, la Banque de la Nouvelle Écosse et Roy-Mideast de la Banque Royale ont ouvert des bureaux en Grèce, en parallèle avec les fonds d'investissement établis par les grandes banques canadiennes pour les grands projets d'infrastructure.

Des partenariats politiques et culturels plus étroits se sont établis dans la foulée du retour chargé d'émotion de Papandreou au Canada. Une rencontre conjointe des comités des Affaires extérieures de la Chambre des communes et du Sénat a été à l'origine de la création du Groupe d'amitié parlementaire Canada-Grèce, qui a rassemblé les députés et les sénateurs de toute allégeance politique dans le but commun de consolider les relations entre le Canada et la Grèce. Quatre ans plus tard, en octobre 1987, l'ancienne actrice et ministre grecque de la Culture, Melina Mercouri, est venue au Canada. À Ottawa, elle a signé un accord visant à favoriser les échanges culturels qui "feront de très grandes choses pour la paix, la qualité de la vie et l'essence de la vie". À Toronto, elle a touché le cœur des Canadiens. "Je suis très heureuse d'être à Toronto", s'est elle exclamée, ses yeux noirs remplis de larmes. "C'est une ville que j'adore".²⁵

La levée des obstacles

Les relations politiques bilatérales se sont intensifiées avec la chute du mur de Berlin en 1989 et la fin de la guerre froide. L'élection d'un nouveau gouvernement conservateur grec en avril 1990 a donné lieu à une intensification du dialogue politique, à la faveur d'une visite à Athènes effectuée par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, Joe Clark, en mai 1990. Le Premier ministre conservateur, Brian Mulroney, et son homologue grec, Konstantinos Mitsotakis, se sont aussi rencontrés au sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), tenu à Paris en novembre de la même année. Les deux chefs d'État étaient résolus à soutenir la cause des valeurs démocratiques, des libertés individuelles et de la libre entreprise, ce que permettait la fin du conflit Est Ouest. L'intensification des crises dans l'ancienne Yougoslavie et dans les Balkans a aussi façonné les relations entre les deux pays dans les années 1990. Les deux alliés de l'OTAN ont tenu des discussions régulières sur la stabilité dans les Balkans, où la perspective éclairée d'Athènes était extrêmement appréciée du Canada.

La Grèce a soutenu le nouveau programme d'après-guerre froide sur la sécurité humaine préconisé par le ministre des Affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy, dont les politiques accordaient la préséance à la sécurité des personnes plutôt qu'à la souveraineté de l'État. En 2002, Athènes a versé une contribution de plus de \$ 100 000 à une initiative canadienne visant à détruire les stocks d'armes légères en Albanie. L'année suivante, elle adoptait la Convention d'Ottawa qui interdisait l'utilisation des mines antipersonnel. Des tensions se manifestaient à l'occasion. Les Grecs se sont inquiétés lorsque le Canada s'est retiré de la force de paix des Nations Unies à Chypre, en juin 1993, après avoir assuré un service indispensable pendant 29 ans. Les deux pays divergeaient aussi d'opinion quant au nom à utiliser dans les relations bilatérales avec le voisin balkan de la Grèce, à Skopje au nord du pays. Mais comme les deux pays entretenaient des relations politiques étroites, ces désaccords étaient généralement traités avec discrétion et tact.

Les relations Canada-Grèce sont demeurées solides après le tournant du XXI^e siècle. Comme toujours, les liens économiques et politiques étaient renforcés par l'appui de la communauté hellénique canadienne, qui était florissante. En 1990, près de 70 000 immigrants d'origine grecque s'étaient établis

L'ancienne
Gouverneure
générale du Canada
Michaëlle Jean avec
le Président de la
République hellénique
Karolos Papoulias
pendant la Visite
d'Etat en Grèce



au Canada et 225 000 autres se déclaraient d'origine grecque.²⁶ En 2009, quelque 20 à 25 000 Canadiens vivaient en Grèce et près de 50 000 Canadiens se rendaient en Grèce chaque année, conférant ainsi à la relation bilatérale une dimension profondément humaine.²⁷ Les Canadiens d'origine grecque s'intégraient de plus en plus à la culture canadienne et leur succès était sans précédent. Au milieu des années 1990, trois députés fédéraux, Eleni Bakopanos, John Cannis, et Jim Karygiannis, étaient d'origine grecque. D'autres se sont

rapidement ajoutés. Pana Pappas Merchant et Leo Housakos ont été nommés au Sénat en 2002 et 2009 respectivement, et en 2011, Costas Menegakis a été élu comme député conservateur dans la circonscription ontarienne de Richmond Hill. Pendant près d'une décennie, George Stroumboulopoulos a fait partie du paysage de la télévision anglaise de Radio Canada comme animateur quotidien de l'émission "The Hour" et "George Stroumboulopoulos Tonight".

Les liens culturels se multipliaient eux aussi. L'Institut canadien d'archéologie à Athènes, qui a été renommé l'Institut canadien en Grèce en 2005 pour mieux refléter toute la gamme des intérêts de l'Institut, a continué de fonctionner en tant que centre non officiel de la culture canadienne.²⁸ Athènes et Montréal ont été jumelées en 1997, et le Canada a participé activement aux festivités de "Thessalonique - Capitale culturelle de l'Europe" tenues en 1997. Et ce n'est pas tout. Les deux pays ont signé des accords de coproduction cinématographique en 1997 et de coopération en matière d'éducation en 1998. Une chaire d'études canadiennes a été instituée à l'Université d'Athènes en 2002 pendant que s'ouvraient des centres d'études helléniques à Toronto, à Montréal et à Vancouver. "Ces centres", a tenu à souligner le président de l'Université Simon Fraser, Andrew Petter, "permettront d'établir de véritables liens en matière d'éducation entre les continents".²⁹

Les activités et relations commerciales ont suivi le rythme au fur et à mesure que les deux économies sont devenues plus complexes et interreliées au cours de la première décennie du nouveau millénaire. À Ottawa, on reconnaissait dès lors l'importance de la Grèce comme tête de pont vers le grand marché régional de l'Europe du Sud-Est. Malgré les nombreuses fluctuations des échanges commerciaux entre les deux pays, la tendance était progressivement



Le Premier ministre du Canada, Stephen Harper avec l'ancien Premier ministre de la Grèce George Papandreou au Monument du Massacre de Kalavryta.

à la hausse. Les efforts de la Chambre de commerce canado-hellénique, établie en 1996, y ont sans doute joué un rôle. De 97 millions de dollars en 1990, les exportations canadiennes sont passées à 120 millions de dollars en 1996 et à 175 millions de dollars en 2003. Les exportations grecques vers le Canada, comprenant surtout des aliments en conserve, de l'aluminium et de l'huile d'olive, ont également augmenté pour atteindre 71 millions de dollars en 1990, 84 millions de dollars en 1997 et 113 millions de dollars en 2003.³⁰ Des reculs ont été enregistrés après 2005, lorsque la Grèce a limité ses importations de blé canadien, ainsi qu'en 2008 lorsqu'a éclaté la crise économique mondiale, ralentissant considérablement l'économie grecque. De toute évidence, il fallait en faire davantage. Le ministre conservateur canadien des Affaires étrangères s'est donc rendu à Athènes en 2009 pour y signer une nouvelle convention en vue d'éviter les doubles impositions. "Le repli financier qui se fait sentir à l'échelle mondiale actuellement nous commande de lever les obstacles au commerce et à l'investissement, a déclaré le ministre, ce qui est justement l'effet de cette convention fiscale; elle profitera donc aux économies canadienne et grecque".³¹

Les nouvelles étaient cependant meilleures dans un autre domaine. Depuis les années 1990, les représentants commerciaux canadiens avaient porté une attention accrue à l'importance du commerce des services et, en ce qui concerne la Grèce, l'approche avait donné de bons résultats. La valeur des exportations canadiennes dans le secteur des services atteignait 470 millions de dollars en 2008, ce qui plaçait la Grèce au 16^e rang des marchés d'exportation de services du Canada dans le monde. Pour la Grèce, le Canada représentait un marché encore plus important. En effet, la valeur des exportations grecques atteignait 1,3 milliard de dollars dans le secteur des services, principalement le transport maritime et le tourisme. D'importants investissements canadiens venaient aussi de s'ajouter. Le projet de la mine d'or Perama Hill dirigé par la société Eldorado Gold de Vancouver, par exemple, représentait un investissement initial

Photographes

- 1 Résolution signée par le Roi George II de Grèce et les membres du Conseil, approuvant la création de l'ambassade de Grèce à Ottawa, composée d'un ambassadeur, d'un responsable administratif et d'un assistant.
- 2 Lettre du Major-général George P. Vanier à Georges S. Depasta, premier Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Grèce au Canada, à l'occasion de la venue de ce premier à Ottawa.
- 3 Lettre du bureau du Sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères à Ottawa à George Depasta, Ministre plénipotentiaire de Grèce au Canada, proposant la nomination du Brigadier George P. Vanier au poste de Ministre canadien en Grèce, basé au Haut Commissariat Canadien à Londres.
- 4 Télégramme annonçant la nomination de M. George S. Depasta au poste de premier Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Grèce au Canada.
- 5 Lettre d'adieux du premier ambassadeur du Canada en Grèce, Léo Richer Laffèche, au Ministre grec des affaires étrangères, Constantin Tsaldaris, au terme de son mandat en Grèce.

de 200 millions de dollars. De nouvelles activités de développement en 2012 ont accru l'investissement total dans ce projet pour le porter au montant colossal de 2,5 milliards d'euros, soit l'un des investissements les plus importants des dernières années. Ce projet, qui générera des centaines d'emplois et rapportera plus de 100 000 onces d'or par année est un rappel éloquent du potentiel de la Grèce.



Le Premier ministre de la Grèce Antonis Samaras rencontre le Président du Sénat de Canada Noël Kinsella lors de sa visite en Grèce (Septembre 2012)

Les Canadiens connaissent depuis longtemps la capacité de la Grèce de renaître et de se renouveler. Lors de sa visite à Kalavryta, le Premier ministre Stephen Harper s'est tourné vers le passé, et il a rendu hommage aux victimes du fascisme et de la tyrannie en Grèce. Mais il s'est aussi tourné vers l'avenir. Il a rencontré le Premier ministre George Papandreou, dont le patrimoine familial reflète cette longue relation entre le Canada et la Grèce. Le grand-père de Papandreou a conduit son pays de la guerre à la paix en 1945, en commençant par mener cette mission depuis les ponts d'un destroyer canadien. Son père a contribué à faire sortir son pays de la dictature et à le mener vers la démocratie, depuis ses quartiers à Toronto dans les années 1970. Dans le contexte actuel où les Grecs luttent pour relever leur économie, gravement touchée par la récession de 2008, M. Harper a clairement affirmé que le Canada restait prêt à donner un coup de main. "Le Canada", a-t-il assuré son hôte, "veut participer à cette solide économie grecque qui émergera une fois ce cauchemar terminé". Les deux alliés de longue date cheminaient déjà ensemble vers l'avenir.

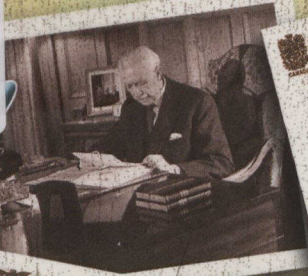
Bibliographie

- 1 Tim Harper, "PM's visit to Greek shrine will play well at home," *Toronto Star*, 29 May 2011.
- 2 Cité dans «Le premier ministre de Grèce au Canada», *Affaires extérieures*, vol. XIII, n° 5, mai 1961, p. 180.
- 3 Lettre de Ch. Simopoulos à Anthony Eden, le 5 juin 1941. RG 25, dossier 10256-40, partie 1, BAC.
- 4 Voir : John Hilliker (compilé par), *Documents on Canadian External Relations (Documents relatifs aux relations extérieures du Canada)*, vol. 9 : 1942-43 (Ottawa, Approvisionnements et Services Canada, 1980), 1830-31 (texte en anglais seulement).
- 5 WLMK Diaries, entrée du 3 juillet 1942. BAC.
- 6 WLMK Diaries, entrée du 27 juin 1946. BAC.
- 7 Athens to Ottawa, dépêche no 33, le 10 janvier 1948. RG 25, dossier 10256-40, partie 1, BAC.
- 8 Note (non numérotée) de la Direction européenne à la Direction du Protocole, ministère des Affaires extérieures, le 29 mars 1961. RG 25, dossier 10256-40, vol. 2, BAC.
- 9 Cochrane, Glenn. *Glenn Cochrane's Toronto: Tales of the City*. (Toronto: ECW Press, 2005), 12.
- 10 Tamis, Anastasios M. et Efrosini Gavaki. *From Migrants to Citizens: Greek Migration in Australia and Canada*. (Melbourne: La Trobe University, 2002).
- 11 Note au premier ministre, le 14 avril 1961. RG 25, dossier 10256-40, vol. 2, BAC.
- 12 Athens to Ottawa, télégramme (non numéroté), le 20 juillet 1967. RG 25, dossier 20-1-2-Grèce, vol. 1, BAC.
- 13 Note (non numérotée) de la Direction juridique à la Direction européenne, ministère des Affaires extérieures du Canada, le 16 janvier 1968. RG 25, dossier 20-1-2-GRÈCE, vol. 2, BAC.
- 14 Note (non numérotée) de la Direction européenne au sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, le 20 mars 1969, RG 25, dossier 20 1 2-GRÈCE, BAC.
- 15 B. Derek Johnson, "Revolution Hanging Out: Greek revolutionary fervor burns on the Danforth", *The Globe and Mail*, le 4 janvier 1978.
- 16 Note au ministre, le 9 janvier 1970. RG 25, dossier 20-1-2-GRÈCE, vol. 4, BAC.
- 17 Note au ministre, ministère des Affaires extérieures, le 9 janvier 1970. RG 25, dossier 20-1-2-GRÈCE, vol. 4, BAC.
- 18 "Déclaration du secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'honorable Mitchell Sharp, Chambre des communes », *Journal des débats*, 22 mai 1970, p.7207.
- 19 Lettre de Don Jamieson au PM Trudeau, le 18 octobre 1976. RG 25, dossier 20-1-2-GRÈCE, vol. 8, BAC.
- 20 On Site: Canadian Archaeologists in Greece (Athens: Motibo Books, 2005). Voir aussi : Lettre de Jacques Asselin, directeur des Affaires culturelles, Affaires extérieures, à l'ambassadeur grec au Canada, Themistocles Chrysanthopoulos, le 4 mars 1976. RG 25, dossier 20-1-2-GRÈCE, vol. 10, BAC.
- 21 Chiffres pour 1978 cités dans Hugh Winsor, «Pecking order obvious », *The Globe and Mail*, le 26 septembre 1979. Autres chiffres tirés de la base de données en ligne United Nations Commodity Trade Statistics Database.
- 22 Hugh Winsor, "Double tribute in Greece" *The Globe and Mail*, le 25 septembre 1979.
- 23 Hugh Winsor, "Pecking order obvious" *The Globe and Mail*, le 26 septembre 1979.
- 24 Denison Mines était la source principale d'investissement canadien en Grèce. Haviland, Canadair et Bombardier figuraient parmi d'autres investisseurs importants. Voir *Telegram RWR-035B*, le 25 février 1988. RG 25, dossier 20-1-2-GRÈCE, vol. 11, BAC. Ces contrats devraient s'ajouter aux autres investissements importants déjà atteints au début des années 1980 qui totalisaient bien au-delà de 250 millions de dollars. Voir : documents d'information vers 1980. RG 25, dossier 20 1-2-GRÈCE, vol. 10, BAC.
- 25 Dana Flavelle, «Mercouri launches metro Greek fete», *Toronto Star*, le 8 octobre 1987.
- 26 <http://www.statcan.gc.ca/tables-tableaux/sum-som/102/cst01/demo24a-fra.htm>
- 27 Relations bilatérales Canada-Grèce – Document d'information concernant la visite de la gouverneure générale, du 27 octobre au 1er novembre 2009, section sur l'histoire, MAE-CI.
- 28 On Site: Canadian Archaeologists in Greece. (Athens: Motibo Books, 2005).
- 29 "\$7-Million Donation Establishes The Stavros Niarchos Foundation Centre for Hellenic Studies at SFU", le 16 septembre 2011, <http://www.sfu.ca/snfchs/news-media/snf-centre-for-hellenic-studies.html>, consulté le 26 mars 2012.
- 30 Ces chiffres sont extraits de "Données sur le commerce en direct » d'Industrie Canada" http://www.ic.gc.ca/sc_mrkti/tdst/tdo/tdo.php#tag, consulté le 21 mars 2012.
- 31 Canada, MAECI, Communiqué n° 185, le 29 juin 2009.

Moving Forward Together

Canada-Greece Relations since 1942

DOC
CA1
EA934
2012M58
EXF



DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE
SECRET
Ottawa, P.C., 25th December, 1942.



70 YEARS • ANS

ΓΕΩΡΓΙΟΣ Β'
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

CANADIAN NATIONAL
TELEGRAPHS
A TELEPHONE COMPANY

grecce • grèce • Ελλάδα

Χρόνια
1942-2012

ΑΝΑΦΗΡΙΣ ΕΣ ΠΡΕΣΒΕΥΣΤΗ

PERSONAL & CONFIDENTIAL

Athens, May 7, 1949.

Your Excellency:
Upon the instructions of my Government I have the honour to inform you informally and again informally the Royal Hellenic Government through Your Excellency that in all probability I shall leave Athens next July to become the Canadian High Commissioner in Australia.
In due course I shall have occasion to express the measure of my deep regret to Your Excellency, to their Excellencies the President and the Vice-President of the Council of Ministers, and to the countless good and dear friends whom it has been my privilege to have in brave and glorious Greece.
I take advantage of this opportunity to renew to Your Excellency assurances of my highest consideration.

His Excellency Mr. Constantine Tsaldaris,
Minister of the Royal Hellenic
Department of Foreign Affairs,
Athens.

Confidential

to advise, for your consideration, that the Canadian Government proposes to appoint Lieutenant George Philipus Taylor, B.Sc., M.C., as Canadian Minister to Greece in London.
It is also proposed that the same Mr. Taylor, who is also a member of the House of Commons, be appointed as Canadian Minister to Greece in London.

George Debasia, Esquire,
Minister of Greece to Canada,
Legation of Greece,
Chateau Laurier,
Ottawa.



Hernan Tesler-Mabé

Dr. Hernan Tesler-Mabé is a specialist in modern European history and teaches at the University of Ottawa. The views expressed are his alone and do not reflect the views of Foreign Affairs and International Trade Canada or the Government of Canada

Athens 2012

The Embassy of Canada wishes to acknowledge the contribution of:

Library and Archives Canada, Ottawa

Service of Diplomatic and Historical Archives, Ministry of Foreign Affairs
of the Hellenic Republic, Athens

Historical Section, Foreign Affairs and International Trade Canada

Embassy of the Hellenic Republic, Ottawa

Eldorado Gold Corp.

Moving Forward Together

Canada-Greece Relations since 1942

In late May 2011, on his first trip abroad after winning a majority during the recent federal election, Canadian Prime Minister Stephen Harper headed for Greece. In Athens, with Greek Prime Minister George Papandreou at his side, he boarded a helicopter for the long journey northwards, to the small village of Kalavryta. This is hallowed ground. The site of the ancient monastery of Agia Lavra and a wellspring of rebellion against Greece's 19th-century Ottoman overlords, Kalavryta is also home to more recent memories. There, on a chilly December morning in 1943, occupying troops from Nazi Germany rounded up the town's men, marched them up a nearby hill, and cut them down with machine-guns. Almost five hundred men, including eight monks, torn from their prayers and meditations, died. "These are things we must never forget," observed Prime Minister Harper quietly as he visited their memorial, "even as we move forward together".¹

Harper's visit to Kalavryta, the first by a foreign head of government, echoes many of the central themes in Canada's long and close relationship with Greece. Forged in war and cold war, and honed during a lingering era of global unrest, this trans-Atlantic partnership joined two distant countries and disparate peoples in a shared struggle for freedom, democracy, and prosperity. Seventy years on, this is its story of perseverance in the service of friendship.

Bonds That Unite

Canada-Greece relations stretch back to 1899 when the first Greek Consul-General arrived in Montreal, but early bilateral ties were tenuous and insignificant. By 1931, there were still just 9,444 Greek immigrants scattered across Canada, and the total trade between the two countries was negligible.²

Relations changed, suddenly and forever, in the spring of 1941, when Hitler's Nazi Germany marched south through the Balkans and defeated Greek and British Commonwealth forces allied in defence of freedom. Greek leaders fled the mainland, located the government-in-exile in Cairo, and reached out for friends. They found one in Canada. In June 1942, Greece opened a mission in Ottawa to strengthen "the bonds which united the Greek and [British] Imperial forces on the battlefield".³ Canada, which had gone to war at Britain's side in September 1939, quickly reciprocated. In

Major-General
Georges P. Vanier,
Minister to the Greek
government-in-exile
who later served as
Canada's Governor
General (1959-1967)

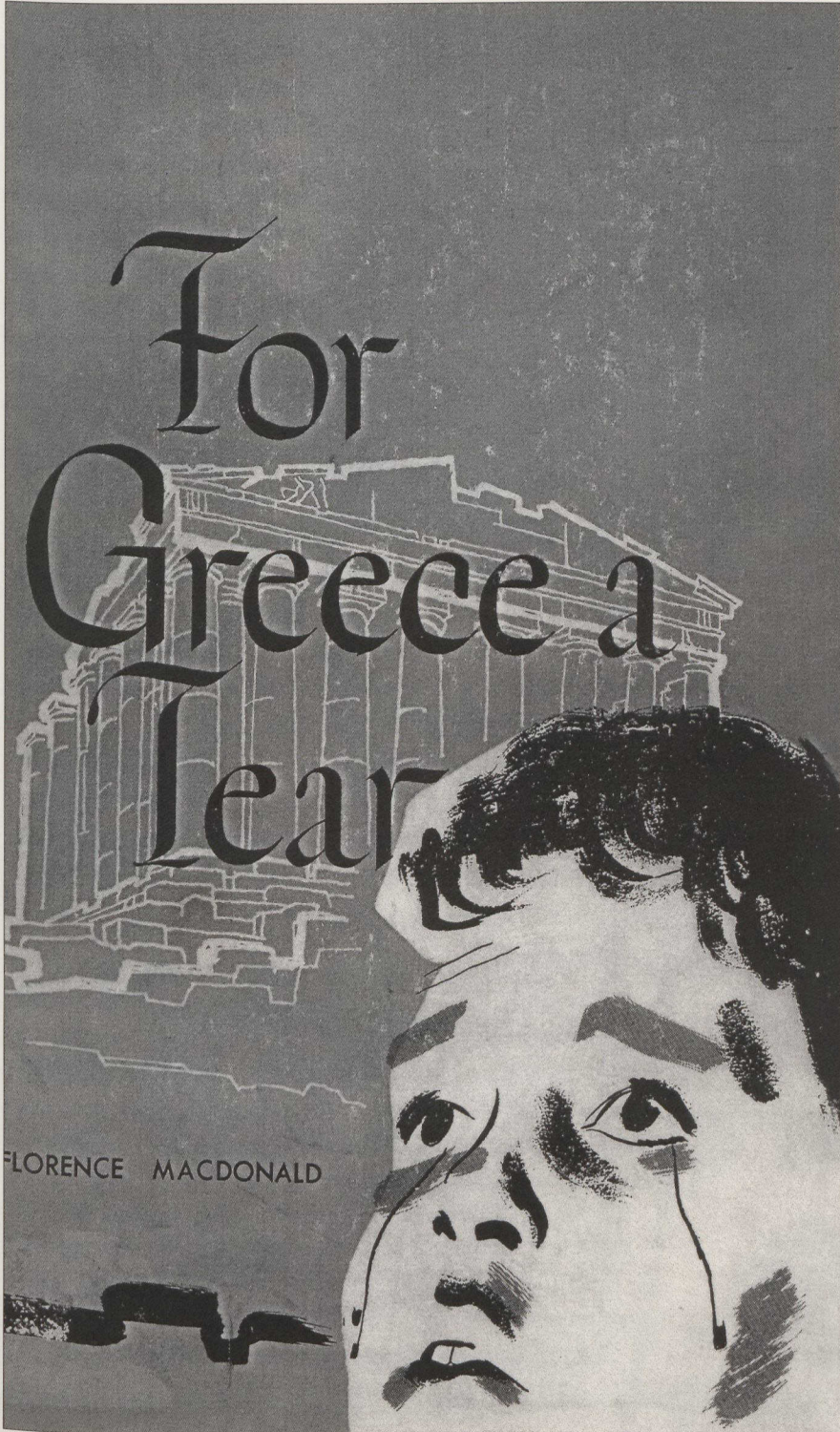


November 1942, Prime Minister W.L. Mackenzie King appointed one of Canada's most senior diplomats and future Governor General, Major-General Georges Vanier, Minister to the Greek government-in-exile.

Canadians rallied to Greece's side during the Second World War. Communities across the country backed the Greek War Relief Fund and sent a stream of supplies through the Canadian Red Cross. In 1942, the Canadian government began shipping 15,000 tons of wheat monthly through neutral Sweden to stave off starvation in occupied Greece.⁴ Canada's support for the suffering Greek population was underpinned by Prime Minister Mackenzie King's romantic view of Greek heroism.

When Greek King George II visited Canada in July 1942 with Prime Minister Emmanouil Tsouderos at his side, the Canadian leader praised him lavishly for his bravery, thanking him for "resisting Hitler in the Old World".⁵ By the end of the war, over \$3 million worth of Canadian aid had poured into Athens. The trans-Atlantic link between the two countries was further strengthened when Canada returned the new Greek Prime Minister George Papandreou and his government-in-exile to their native land aboard the HMCS Prince David, landing them at the port of Piraeus in October of 1944 to a tremendous welcome. Canada's aid to Greece during the Second World War would not be forgotten.

The postwar relationship was closer still. During the summer of 1945, the two countries raised the status of their diplomatic missions to full-fledged embassies. King asked Major-General L.R. Laflèche to head the new Canadian mission. Laflèche was a strong appointment. A French-Canadian veteran of the First World War and a skilled administrator, Laflèche had joined King's wartime cabinet when the prime minister most needed help in Quebec, and he enjoyed his confidence. King paid close attention to



Cover of book FOR GREECE A TEAR, The Story of the War Relief Fund of Canada, by Florence Macdonald (Brunswick Press Ltd., 1954)

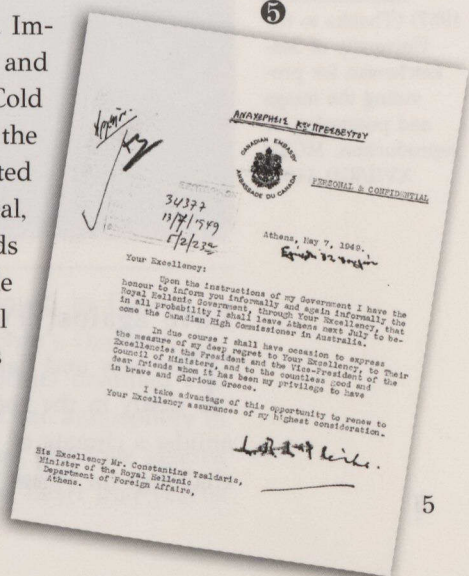
The Greek War Relief Fund of Canada reached a total that far exceeded the hopes of its founders. Its great achievement, however, cannot be measured in dollars alone. It saved countless lives and, above all, it did for the people of Greece what they had done for the peoples of the free world. In FOR GREECE A TEAR an effort has been made to tell in simple terms the story of the Greek War Relief Fund of Canada. It is a heart-warming story of Canadian generosity and of a typically Canadian response to a call for aid from a valiant nation.

Lafèche also tracked the continued flow of Canadian aid – including food, medical supplies, and millions of items of clothing – to Greek civilians trapped in the bloody civil war between Communist and non-Communist partisans that erupted in 1946. King, like most Canadians, watched with horror as the Soviet Union’s communist allies threatened Western Europe’s fragile postwar democracies. “The most serious perhaps of all”, the prime minister noted in March 1948, “is the situation that is developing in Palestine and on the borders of Greece. It is truly appalling how far the Russians have been permitted and have been able to get ahead in the four years since the war”. Canadian diplomats agreed, and when the North Atlantic Treaty Organization (NATO) was created in 1949 to confront the Communist threat in Europe, they welcomed Greek membership in 1952. Canada and Greece had become formal allies in the fight for European democracy.



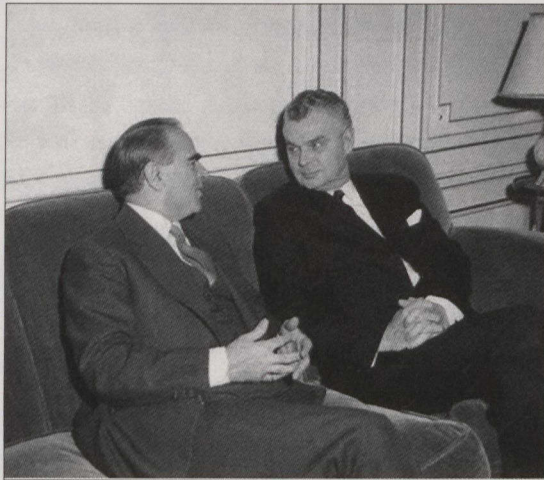
George Depasta, Minister of Greece to Canada, accompanies King George B' during his visit to Canada (June 1942)

Postwar immigration also strengthened bilateral ties. Impressed by Greek heroics during the Second World War and inspired by the democratic ideals of ancient Greece, Cold War Canada welcomed a wave of Greek immigrants. In the decade between 1951 and 1961, 35,000 Greeks emigrated to Canada.⁸ They settled mainly in Toronto and Montreal, where they created lively and vibrant neighbourhoods that changed the very nature of those cities. The affable Glenn Cochrane, a long time Toronto reporter and local celebrity, recalled in his memoirs how the “newcomers brightened up streets by planting flower beds and building pergolas for their grapes; they brought music and a sense of style that was new to their new city”.⁹



In “Toronto the Good”, long derided for its uptight “White Anglo-Saxon Protestant” culture, Greek restaurants and tavernas spilled onto the sidewalks of Danforth Avenue, signalling an era of urban revival. The immigrant wave continued unabated in the 1960s, when a further 65,000 Greeks – many of them family members of those that had arrived in the 1950s – arrived on Canadian shores. The new arrivals embraced their new home but remained devoted to maintaining their religion, language, and ethnic identity, passing them to their children through language schools and regional associations, and keeping alive the ties to their native land.¹⁰

The Conservative government of Prime Minister John Diefenbaker, elected in 1957, was anxious to build on these developing political and ethnic ties. In the late 1950s, Canadian Minister of Trade and Commerce Gordon Churchill visited Athens to invigorate commercial relations between Canada and Greece. Armed with a fiery temperament and a strong sense of honour, the veteran of both world wars was an ideal emissary to south-eastern Europe. In his own gruff manner, he impressed Greek officials, who welcomed a deepening of the relationship. In April 1961, Greek Prime Minister Constantine Karamanlis paid a three-day visit to Ottawa to promote the Canada-Greece relationship, meeting with Diefenbaker and establishing a high-level



Prime Minister J. Diefenbaker with Greek Prime Minister C. Karamanlis at a North Atlantic Treaty Organization conference (December 1957) (Thanks to the University of Saskatchewan for providing the image and permitting its reproduction; MG01/XVII/JGD 4464)

dialogue over important political, economic, and immigration issues.

Canada’s diplomats were delighted and assured Diefenbaker that the Greek prime minister’s visit was prompted “by sincere friendship and close co-operation based upon a community of ideals, of civilization and of political interests”.¹¹

Love against Tyranny

The easy and harmonious partnership of the postwar period ended suddenly in the spring of 1967, when Greek military officers seized power amidst a climate of political instability. Handling the new regime was a real challenge for Prime Minister L.B. Pearson’s government, which found it dif-

difficult to strike the right balance between supporting Greek democracy and Canada's broader political interests in the Mediterranean country. Caught in this complex situation, the Canadian ambassador in Athens, H.F. Feaver, mocked the new regime's "ridiculous" attacks on miniskirts and "beatnik" long hair while grimly noting the junta's mounting human rights abuses. Despite these concerns, Feaver insisted that Ottawa back the new government as part of Canada's cold war strategy of keeping Greece "an effective partner in NATO."¹² His view was echoed in the Department of External Affairs, whose diplomats agreed that Canada ought to pursue a moderate course and avoid disrupting bilateral relations, conscious of "the importance there is from the military, economic and political points of view to provide for the continuance of good relations with Greece".¹³

Reconciling good relations with the military junta and Canada's democratic principles proved much more difficult than it looked. By 1968, Canadian officials were frequently pressed by Greek-Canadians anxious to help fellow Greeks imprisoned by the regime. In turn, the Greek embassy in Ottawa asked Prime Minister Pierre Trudeau's government to take action against Greek dissidents visiting Canada, a request Canadian officials rejected.¹⁴ Indeed, Toronto would soon become a hotbed of democratic opposition to the junta. In 1969, the exiled socialist politician, Andreas Papandreou, arrived at York University, assuming the Osler-Hammond Lectureship in Economics. In time, he became a close friend of Canada's prime minister, the progressive Pierre Trudeau, the two men united by their scholarly backgrounds and their profound attachment to liberal democracy.

Papandreou, a staunch opponent of the military junta, used the freedom he enjoyed in Canada to protest loudly against the Greek regime. And along Toronto's Danforth Avenue, in small cafes like the Trojan Horse, Greek democrats dreamed and sang. "As the tables are upended", wrote one reporter of the atmosphere in the 1970s, "a song rises from the insurgents, a song that pits love against tyranny, warm tears against cold steel, an anthem of the heart that yearns



One of several streets in Greece named after Canada's 10th Prime Minister, Mackenzie King; this one in Thessaloniki

for the freedom of cool Aegean waters while trapped in the dried-blood dungeons of military dictatorship".¹⁵

Growing international criticism of the Greek junta added to the strain on Canada-Greece relations. By the fall of 1969, the Greek regime was charged with frequently violating human rights and engaging in acts of torture against its civilian population. Within a year, Greece had been suspended from the Council of Europe, a strategy that – in Canadian eyes – “failed to secure any improvement in the lot of the Greek people and in hastening Greece’s return to democracy”.¹⁶ Canada rejected similar protests that called for Greece’s suspension from NATO. However, standing by Athens was getting tougher all the time, Canadian officials bristling at having to deny the celebrated Greek composer Mikis Theodorakis the chance to write music for a Stratford stage production in response to official Greek protests.¹⁷

The Canadian government could no longer withhold comment on Greek affairs and was forced to act in the spring of 1970. On May 22, Pierre Trudeau’s secretary of state for external affairs, Mitchell Sharp, rose to his feet in the House of Commons. Speaking with great care and deep conviction, the veteran minister lamented the human rights violations occurring in Greece and the Greek government’s failure to suppress them. Sharp added his hope that the “[Greek] Government will take [our views] into account in carrying out its declared intention to restore democratic freedoms in Greece”.¹⁸ The measured criticism infuriated the Greek government, resulting in a period of considerable strain between the two nations punctuated by sniping, mutual condemnation, and bitterness.

Return to Normalcy

Discredited internationally and divided internally, Greece’s military junta finally collapsed in 1974 when the country held its first democratic elections in over a decade. Canada embraced the opportunity to encourage Greece back towards democracy and to welcome it again into the international community. Aware of the fragility of the fledgling democracy, Canada moved quickly to recognize the new democratic regime that in its early months stared down 300 military officers threatening to stage a second military coup. In 1976, Canadian officials invited Greek Foreign Minister Dimitrios Bitsios to Ottawa for a two-day visit “intended to mark the return to normalcy in [Canadian] relations with Greece now that democratic government has been restored in Athens”.¹⁹ By the end of the year, Canadian

and Greek officials were once again celebrating the strong ties that bound their two countries together.

The restoration of democracy gave bilateral relations some badly needed momentum during the late 1970s. This was reflected in the establishment of the Canadian Archaeological Institute in Athens in February 1976 by John Fossey, a McGill professor of Archaeology and Jean Desmarais, a Ph.D. student. Disillusioned by the cancellation of their 1973 archaeological dig under the auspices of the British School at Athens because the school had not obtained the required permits, they decided to establish an independent Canadian school. With help from the dynamic Canadian Ambassador to Greece, Michel Gauvin – a veteran of the Second World War and diplomatic trouble-shooter who had represented Canada in the Dominican Republic, the Congo, and Vietnam – they founded the Canadian Archaeological Institute. Since its establishment, the institute has served as a vital educational institution in the Greek capital.²⁰

The quickening momentum was reflected too in other aspects of the relationship. Though still modest by any measure, trade was undoubtedly improving. Canadian exports from barley to scrap iron to furs totalled \$55 million in 1978, up from \$17.8 million in 1970. At this rate of growth, boasted Canadian officials, Canada's exports might top \$80 million by the end of the year. In return, Greece sent Canada \$36 million worth of cheese, raisins, olives, and footwear in 1978, a sevenfold increase over its \$4.78 million in exports in 1970.²¹

More important, the prominent Canadian journalist Hugh Winsor quipped, when it came to bilateral trade, "the real commodity of exchange is people".²² This was evident in the stream of high-level visitors that flitted across the Atlantic in the second half of the decade, determined to breathe new life into relations. In 1977, Canada's foreign minister, the lively Newfoundlander Don Jamieson, travelled to Greece to engage in bilateral and multilateral talks covering such critical issues as the situation in the Middle East, Cyprus, and Greece-Turkey relations. The following year, Greece's deputy minister for foreign affairs, Andreas Andrianopoulos, travelled to Canada, holding meetings with ministers and officials as well as taking the time to visit with Greek-Canadian communities.

There were three more top-level exchanges the next year. At the start of the year, Minister of National Defence Barney Danson, a decorated veteran of the Second World War who had lost an eye in Normandy, visited Greece and Canadian peacekeepers in nearby Cyprus. In June, the Chief of the Defence Staff, Admiral Robert Falls, travelled to Greece, and his Greek coun-

terpart, General Ioannis Ntavos, paid a return visit to Canada in October. More important, Premier Bill Davis of Ontario, the country's largest province, headed to Greece in September 1979 on a mission organized by Dr. Leonidas Polymenakos, president of the Greek Community of Metropolitan Toronto. The premier met the president, the prime minister, and the minister of co-ordination, Konstantinos Mitsotakis, to whom he pitched Ontario as a source of foreign investment and CANDU nuclear reactors.²³

The Essence of Life

Greece's restored democracy proved strong and robust. In 1981, the former dissident Andreas Papandreou took over the government of Greece at the helm of the Panhellenic Socialist Movement (PASOK). Trudeau was delighted at his old friend's success, but officials in the Department of External Affairs looked on darkly. They worried about Papandreou's public rejection of the European Economic Community and NATO, his strong anti-American views, and the strain these might place on bilateral relations. Their fears were misplaced. On assuming power, Papandreou would temper his positions on these issues. More important, his personal affection for Canada reinforced relations between Canada and Greece.

That was made clear when Trudeau sent Governor General Edward Schreyer to Athens to wave the flag in May 1982. He was accompanied by Canadian Minister of State for External Affairs Pierre De Bané, who was happy to supply Greece with military hardware and technology to reduce their dependence on US supplies. Greece's new head of state, President Constantine Karamanlis, returned the visit in October, visiting Ottawa, Montreal, and Toronto, and meeting Trudeau, as well as Premiers René Lévesque and Bill Davis.

In March 1983, Prime Minister Papandreou travelled to Canada, visiting Montreal, Quebec City, Toronto, and Ottawa. He was showered with honours. In Quebec City, the Greek prime minister was awarded the Medal of the National Assembly. Toronto Mayor Art Eggleton welcomed Papandreou "on his triumphant return to his home away from home", and York University granted him an honorary doctorate for his accomplishments as a politician and educator. Tens of thousands of cheering Greek-Canadians gave the prime minister a hero's welcome. Papandreou's visit allowed him to reassure Trudeau about his NATO and European policies. Papandreou also shared the enthusiasm of Canadian officials who were keen on advancing

Canadian interests in Greece. Eager to demonstrate his strong leadership and determination to secure Greece's prosperity, Papandreou set to work. Rolling up his sleeves, he convinced Canada that the time was right for cultivating a closer economic partnership with Greece, not only through growth in the traditional commercial and tourism sectors, but also via the development of the technological sector.

In the coming years, Greece worked hard to entice Canadian companies to invest in growing Greek markets and the country's expanding infrastructure. The campaign for Canadian investment paid quick dividends, as a number of large Canadian companies, including Denison Mines, De Havilland, and Bombardier, successfully competed for Greek contracts throughout the 1980s.²⁴ Denison Mines alone invested hundreds of millions of dollars towards petroleum exploration in the North Aegean during this period. Other well-established Canadian companies such as Air Canada, CP Air, the Bank of Nova Scotia, and the Royal Bank's Roy-Mideast established a physical presence in Greece, alongside the investment funds for major infrastructural projects provided by large Canadian banks.

Closer political and cultural partnerships followed in the wake of Papandreou's emotional return to Canada. A joint meeting of the Foreign Affairs Committees of the House of Commons and Senate resulted in the creation of the Canada-Greece Parliamentary Friendship Association, which united members of Parliament and senators from across the political spectrum to advance relations between Canada and Greece. Four years later, in October 1987, the former actress and Greek Minister of Culture, Melina Mercouri, visited Canada. In Ottawa, she signed an agreement to promote cultural exchanges, which "will do very great things for peace, the quality of life and the essence of life." In Toronto, she touched Canadian hearts. "I am very happy to be in Toronto," she enthused, her dark eyes brimming with tears. "It's a city that I adore".²⁵

A Lifting of Barriers

Bilateral political relations intensified with the collapse of the Berlin Wall in 1989 and the end of the cold war. The election of a new conservative Greek government in April 1990 was followed by more political dialogue built on the back of a visit to Athens by Secretary of State for External Affairs Joe Clark in May 1990. Conservative Prime Minister Brian Mulroney and his Greek counterpart, Konstantinos Mitsotakis met too at the Paris

Conference for Security and Co-operation in Europe (CSCE) Summit in November of that year. The two leaders were determined to support the spread of democratic values, personal freedoms, and free enterprise, all made possible by the end of East-West conflict. The growing crises in the former Yugoslavia and the Balkans also shaped relations through the 1990s. The two NATO allies regularly discussed stability in the Balkans, where Canada treasured Athens' knowledgeable perspective.

Greece backed the novel post-cold war human security agenda promoted by Canada's foreign minister, Lloyd Axworthy, whose policies favoured individual security over state sovereignty. In 2002, Athens contributed over \$100,000 to a Canadian initiative to destroy small arms stockpiles in Albania. The following year, it adopted the Ottawa Convention, which outlawed the use of anti-personnel mines. Occasionally, there were tensions. Greeks worried when Canada withdrew from the UN peacekeeping force in Cyprus in June 1993, after 29 years of critical service, and the countries differed over the name to be used in bilateral relations with Greece's Balkan neighbour

Former Governor
General of Canada
Michaëlle Jean with
President of the Hel-
lenic
Republic Karolos
Papoulias during
State Visit to Greece
(October 2009)



to the north in Skopje. Close political relations, however, meant that such disagreements were generally handled discreetly and sensibly.

Canada-Greece relations remained strong into the 21st century. As always, political and economic ties were buttressed by Canada's thriving Hellenic-Canadian community. By 1990, almost 70,000 Greek-born immigrants

had settled in Canada. Another 225,000 Canadians claimed Greek heritage.²⁶ By 2009 an estimated 20 to 25 thousand Canadians lived in Greece and almost 50,000 Canadians visited annually, providing the bilateral relationship with a deeply human dimension.²⁷ Greek-Canadians were increasingly part of mainstream culture in Canada, and never more successful. By the mid-1990s, three members of Parliament, Eleni Bakopanos, John Cannis, and Jim Karygiannis, claimed Greek origins. There were soon others. Pana Pappas Merchant and Leo Housakos were appointed to the Senate in 2002 and 2009 respectively, and in 2011, Costas Menegakis was elected Conservative member of Parliament for the Ontario riding of Richmond Hill. For almost a decade, George Stroumbouloupoulos has been a fixture on CBC television, hosting the nightly “The Hour” and “George Stroumbouloupoulos Tonight”.

Cultural ties flourished as well. The Canadian Archaeological Institute, renamed the Canadian Institute in Greece in 2005 to better reflect the full range of the Institute’s interests, continued to function as an unofficial centre for Canadian culture.²⁸ Athens and Montreal were declared sister cities in 1997, and Canada participated actively during the Thessaloniki Cultural Capital of Europe festivities in 1997. There was more. The two countries signed agreements for film co-production in 1997 and educational cooperation in 1998. A chair in Canadian Studies was established at the University of Athens in 2002, while centres for Hellenic Studies were opened in To-



Canada's Prime Minister Stephen Harper with former Greek Prime Minister George Papandreou at Kalavryta Massacre Memorial during official visit in May 2011

ronto, Montreal and Vancouver. “These centres”, Simon Fraser University President Andrew Petter insisted, will “truly connect education across continents”.²⁹

Trade and commercial relations kept pace as the two economies grew more complex and inter-connected during the first decade of the new millennium. In Ottawa, there was a fresh appreciation for Greece’s importance as a bridgehead to the large regional economy of south-eastern Europe. Though trade between the two countries fluctuated widely, its trend was slowly upwards. It was doubtless helped along the way by the work of the Canadian-Hellenic Chamber of Commerce, established in 1996. Canadian exports grew from \$97 million in 1990 to \$120 million in 1996 to \$175 million in 2003. Greek exports to Canada, mostly preserved food, aluminum, and olive oil, mounted as well, totalling \$71 million in 1990, \$84 million in 1997, and \$113 million in 2003.³⁰ There were setbacks after 2005, when Greece restricted imports of Canadian wheat, and 2008, when the world economic crisis struck, drastically slowing the Greek economy. Clearly, more work was needed, and in 2009, Canada’s Conservative Foreign Minister Lawrence Cannon headed to Athens to sign a new double taxation avoidance agreement. “The current global and financial downturn calls for the lifting of barriers on trade and investment,” the minister declared. “This tax treaty does just that, and will benefit both the Canadian and Greek economies”.³¹

There was better news elsewhere. Since the 1990s, Canadian trade officials had paid increased attention to the importance of trade in services, and when it came to Greece the numbers were good. In 2008, Canada exported services worth \$470 million, making Greece Canada’s 16th most important service export market in the world. Canada was even more important for Greece, which provided Canadians with \$1.3 billion dollars’ worth of serv-

Photographs

- 1 Resolution signed by King George B’ of Greece and cabinet members approving the establishment of a Greek Embassy in Ottawa, staffed by an ambassador, an administration officer and an assistant.
- 2 Letter from the office of the Under-Secretary of State for External Affairs in Ottawa to George Depasta, Minister Plenipotentiary of Greece to Canada, proposing the appointment of Brigadier George P. Vanier as Canadian Minister to Greece, located at the Canadian High Commission in London.
- 3 Letter from Major-General George P. Vanier to Georges S. Depasta, first Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece to Canada, on the occasion of the former’s visit to Ottawa.
- 4 Telegram announcing the appointment of Mr. George S. Depasta as the first Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of Greece to Canada.
- 5 Farewell letter from Canada’s first Ambassador Greece, Léo Richer Laflèche, to Greek Minister of Foreign Affairs, Constantine Tsaldaris, on the occasion of the conclusion of the latter’s departure assignment in Greece.

ices, mostly shipping and tourism. There were significant new Canadian investments too. The Perama Hill Gold Mining project directed by the Vancouver-based Eldorado Gold Corporation, for instance, represented an initial investment of \$200 million. Further developments in 2012 bring the total investment in the project to a staggering 2.5 billion Euros, one of the single largest investments in recent years. The project, which will create hundreds of jobs and yield more than 100,000 ounces of gold annually, serves as a sharp reminder of Greece's potential.



Prime Minister Antonis Samaras meets with Speaker of the Canadian Senate Noël Kinsella during latter's visit to Greece (September 2012)

Canadians have long known of Greece's capacity for rebirth and renewal. On his visit to Kalavryta, Prime Minister Stephen Harper looked back, and paid his respects to the Greek victims of fascism and tyranny. But he looked ahead too. He met with Prime Minister George Papandreou, whose family's heritage so closely reflects the long Canada-Greece relationship. Papandreou's grandfather led his country from war to peace in 1945, starting from the decks of a Canadian destroyer. His father helped bring his country from dictatorship to democracy in the 1970s from his base in Toronto. As contemporary Greeks struggled to right their economy, devastated by the recession of 2008, Harper made it clear that Canada remained nearby to help. "Canada", he assured his host, "wants to be part of the strong Greek economy, which will eventually emerge on the other side of this nightmare". The two long-standing allies were already moving forward together.

Bibliography

- 1 Tim Harper, "PM's visit to Greek shrine will play well at home," *Toronto Star*, 29 May 2011.
- 2 Cited in "Mr. Caramanlis [sic] Visits Canada," *External Affairs*, Vol. XIII, No 5, May 1961, p. 176.
- 3 Letter from Ch. Simopoulos to Anthony Eden, 5 June 1941. RG 25, File 10256-40, Pt. 1, LAC.
- 4 See: John Hilliker (ed.), *Documents on Canadian External Relations, Volume 9: 1942-43* (Ottawa: Supply and Services Canada, 1980), 1830-31.
- 5 WLMK Diaries, entry for 3 July 1942. LAC.
- 6 WLMK Diaries, entry for 27 June 1946. LAC.
- 7 Athens to Ottawa, despatch 33, 10 January 1948. RG 25, File 10256-40, Pt. 1, LAC.
- 8 Memorandum (unnumbered) from the European Division to the Protocol Division, Department of External Affairs, 29 March 1961. RG 25, File 10256-40, Vol. 2, LAC.
- 9 Cochrane, Glenn. *Glenn Cochrane's Toronto: Tales of the City*. (Toronto: ECW Press, 2005), 12.
- 10 Tamis, Anastasios M. and Efrosini Gavaki. *From Migrants to Citizens: Greek Migration in Australia and Canada*. (Melbourne: La Trobe University, 2002).
- 11 Memorandum for the Prime Minister, 14 April 1961. RG 25, File 10256-40, Vol. 2, LAC.
- 12 Athens to Ottawa, telegram (unnumbered), 20 July 1967. RG 25, File 20-1-2-GREECE, Vol. 1, LAC.
- 13 Memorandum (unnumbered) from the Legal Division to the European Division, Department of External Affairs Canada, 16 January 1968. RG 25, File 20-1-2-GREECE, Vol. 2, LAC.
- 14 Memorandum (unnumbered) from the European Division to the Undersecretary of State for External Affairs, 20 March 1969. RG 25, File 20-1-2-GREECE, LAC.
- 15 B. Derek Johnson, "Revolution Hanging Out: Greek revolutionary fervor burns on the Danforth," *The Globe and Mail*, 4 January 1978.
- 16 Memorandum for the Minister, 9 January 1970. RG 25, File 20-1-2-GREECE, Vol. 4, LAC.
- 17 Memorandum for the Minister, Department of External Affairs, 9 January 1970. RG 25, File 20-1-2-GREECE, Vol. 4, LAC.
- 18 "Statement by the Secretary of State for External Affairs The Honourable Mitchell Sharp House of Commons, May 22, 1970." RG 25, File 20-1-2-GREECE, Vol. 5, LAC.
- 19 Letter from Don Jamieson to PM Trudeau, 18 October 1976. RG 25, File 20-1-2-GREECE, Vol. 8, LAC.
- 20 *On Site: Canadian Archaeologists in Greece* (Athens: Motibo Books, 2005). See also: Letter from Jacques Asselin, Director for Cultural Affairs, External Affairs to Greek Ambassador to Canada Themistocles Chrysanthopoulos, 4 March 1976. RG 25, File 20-1-2-GREECE, Vol. 10, LAC.
- 21 Figures for 1978 cited in Hugh Winsor, "Pecking order obvious," *The Globe and Mail*, 26 September 1979. Other figures from United Nations Commodity Trade Statistics Database Online.
- 22 Hugh Winsor, "Double tribute in Greece," *The Globe and Mail*, 25 September 1979.
- 23 Hugh Winsor, "Pecking order obvious," *The Globe and Mail*, 26 September 1979.
- 24 The largest single source for Canadian investment in Greece was Denison Mines. Other significant investors include de Havilland, Canadair, and Bombardier. See: Telegram RWR-035B, 25 February 1988. RG 25, File 20-1-2-GREECE, Vol. 11, LAC. These contracts should be added to the already significant investment achieved at the beginning of the 1980s that totalled well in excess of \$250 million. See: briefing material circa May 1980. RG 25, File 20-1-2-GREECE, Vol. 10, LAC.
- 25 Dana Flavelle, "Mercuri launches metro Greek fete," *Toronto Star*, 8 October 1987.
- 26 <http://www40.statcan.gc.ca/101/cst01/demo24a-eng.htm>
- 27 "Canada-Greece Bilateral Relations," Brief for the Governor-General's Visit, October 27 - November 1, 2009, Historical Section, DFAIT.
- 28 *On Site: Canadian Archaeologists in Greece*. (Athens: Motibo Books, 2005).
- 29 "\$7-Million Donation Establishes The Stavros Niarchos Foundation Centre for Hellenic Studies at SFU," 16 September 2011, <http://www.sfu.ca/snfchs/news-media/snf-centrefor-hellenic-studies.html>, viewed 26 March 2012.
- 30 Figures are derived from Industry Canada's "Trade Data Online," http://www.ic.gc.ca/sc_mrkti/tdst/tdo/tdo.php#tag, viewed 21 March 2012.
- 31 Canada, DFAIT, News Release, No 185, 29 June 2009.